

Gouvernement du Québec

## Décret 1005-96, 14 août 1996

CONCERNANT l'acceptation par le gouvernement du Québec d'un transfert de gestion et maîtrise d'un lot de grève et en eau profonde faisant partie du lit du lac Témiscamingue et situé dans le canton de Fabre, circonscription foncière de Témiscamingue

ATTENDU QU'en vertu de l'arrêté en conseil numéro 1965-74 du 29 mai 1974, le gouvernement du Québec transférait au gouvernement du Canada la régie et l'administration du lot de grève et en eau profonde ci-après décrit, faisant partie du lit du lac Témiscamingue et situé dans le canton de Fabre, circonscription foncière de Témiscamingue, pour la construction et le maintien d'un quai;

ATTENDU QUE, par acte de transfert de gestion et maîtrise en date du 27 novembre 1995, le gouvernement du Canada transférait au gouvernement du Québec la gestion et la maîtrise du lot de grève et en eau profonde ci-après décrit;

ATTENDU QU'un tel transfert et son acceptation constituent une entente intergouvernementale aux termes de l'article 3.7 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., c. M-30);

ATTENDU QU'en vertu de l'article 3.8 de cette loi, les ententes intergouvernementales canadiennes doivent, pour être valides, être approuvées par le gouvernement et être signées par le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Environnement et de la Faune et du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes:

QUE soit accepté le transfert de gestion et maîtrise du lot de grève et en eau profonde, faisant partie du lit du lac Témiscamingue, connu et désigné comme étant le bloc B du cadastre officiel du canton de Fabre, circonscription foncière de Témiscamingue, situé en face du lot trente et un (31), rang II, du même canton, tel que montré sur un plan préparé par l'arpenteur-géomètre Paul-André Tremblay, en date du 10 novembre 1969. Ce lot contient une superficie de dix mille pieds carrés (10 000 pi<sup>2</sup>), soit neuf cent vingt-neuf mètres carrés et trois centièmes (929,03 m<sup>2</sup>);

QUE trois copies conformes du décret soient transmises au gouvernement du Canada pour valoir comme instrument d'acceptation de ce transfert;

QUE ce lot de grève et en eau profonde soit placé sous l'autorité du ministre de l'Environnement et de la Faune.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
MICHEL CARPENTIER

26133

Gouvernement du Québec

## Décret 1006-96, 14 août 1996

CONCERNANT l'acceptation par le gouvernement du Québec d'un transfert de gestion et maîtrise d'un lot de grève et en eau profonde faisant partie du lit du lac Mer Bleue (Blue Sea), situé dans le Canton de Bouchette, circonscription foncière de Gatineau

ATTENDU QU'en vertu de l'arrêté en conseil numéro 545 du 26 février 1969, le gouvernement du Québec transférait au gouvernement du Canada la régie et l'administration du lot de grève et en eau profonde ci-après décrit, faisant partie du lit du lac Mer Bleue (Blue Sea) et situé dans le Canton de Bouchette, circonscription foncière de Gatineau, pour l'érection et le maintien d'un terre-plein, d'une rampe de lancement et d'un quai;

ATTENDU QUE, par acte de transfert de gestion et maîtrise en date du 19 juillet 1995, le gouvernement du Canada transférait au gouvernement du Québec la gestion et la maîtrise du lot de grève et en eau profonde ci-après décrit;

ATTENDU QU'un tel transfert et son acceptation constituent une entente intergouvernementale aux termes de l'article 3.7 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., c. M-30);

ATTENDU QU'en vertu de l'article 3.8 de cette loi, les ententes intergouvernementales canadiennes doivent, pour être valides, être approuvées par le gouvernement et être signées par le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Environnement et de la Faune et du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes:

QUE soit accepté le transfert de gestion et maîtrise du lot de grève et en eau profonde, faisant partie du lit du lac Mer Bleue (Blue Sea), situé en face des lots 31-1-1 et 35, rang V, Canton de Bouchette, circonscription foncière de Gatineau, tel que montré sur un plan préparé par l'arpenteur-géomètre Marcel Ste-Marie, en date du

10 juillet 1968. Ce lot contient une superficie de vingt-huit mille huit cent cinq pied carrés (28 805 pi<sup>2</sup>), soit deux mille six cent soixante-quinze mètres carrés et quatre-vingt-dix-neuf centièmes (2 675,99 m<sup>2</sup>);

QUE trois copies conformes du décret soient transmises au gouvernement du Canada pour valoir comme instrument d'acceptation de ce transfert;

QUE ce lot de grève et en eau profonde soit placé sous l'autorité du ministre de l'Environnement et de la Faune.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
MICHEL CARPENTIER

26134

Gouvernement du Québec

### **Décret 1007-96, 14 août 1996**

CONCERNANT l'acceptation par le gouvernement du Québec du transfert de l'usage d'un lot de grève et en eau profonde faisant partie du lit du fleuve Saint-Laurent, situé dans le Canton de Cherbourg, circonscription foncière de Matane

ATTENDU QU'en vertu du décret numéro 1282-91 du 18 septembre 1991, le gouvernement du Québec transférerait au gouvernement du Canada le droit d'usage d'un lot de grève et en eau profonde ci-après décrit, faisant partie du lit du fleuve Saint-Laurent et situé dans le Canton de Cherbourg, circonscription foncière de Matane, pour le maintien d'un remblai, d'une rampe de lancement et d'un brise-lames;

ATTENDU QUE, par le décret C.P. 1996-2/236 du 20 février 1996, le gouvernement du Canada a convenu de rétrocéder au gouvernement du Québec, sans frais, l'usage du lot de grève et en eau profonde ci-après décrit;

ATTENDU QU'un tel transfert et son acceptation constituent une entente intergouvernementale aux termes de l'article 3.7 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., c. M-30);

ATTENDU QU'en vertu de l'article 3.8 de cette loi, les ententes intergouvernementales canadiennes doivent, pour être valides, être approuvées par le gouvernement et être signées par le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Environnement et de la Faune et du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes:

QUE soit accepté le transfert de l'usage du lot de grève et en eau profonde, faisant partie du lit du fleuve Saint-Laurent, connu et désigné comme étant le bloc 964 du fleuve Saint-Laurent (bloc 1 du cadastre du Canton de Cherbourg) contenant une superficie de quatre mille trente-trois mètres carrés et une dixième (4 033,1 m<sup>2</sup>). Ce lot est montré sur un plan préparé par l'arpenteur-géomètre Séverin Pelletier, en date du 30 août 1990, sous le numéro 5692 de ses minutes, le tout mentionné dans une spécification du Service de l'arpentage du ministère des Ressources naturelles en date du 2 avril 1991;

QUE trois copies conformes du décret soient transmises au gouvernement du Canada pour valoir comme instrument d'acceptation de ce transfert;

QUE ce lot de grève et en eau profonde soit placé sous l'autorité du ministre de l'Environnement et de la Faune.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
MICHEL CARPENTIER

26135

Gouvernement du Québec

### **Décret 1008-96, 14 août 1996**

CONCERNANT l'acceptation d'un transfert de gestion et maîtrise par le gouvernement du Québec de trois lots de grève et en eau profonde faisant partie du lit de la rivière Matane et situés dans la Paroisse de Saint-Jérôme-de-Matane, circonscription foncière de Matane

ATTENDU QUE par acte de transfert de gestion et maîtrise en date du 4 octobre 1995, le gouvernement du Canada transférerait au gouvernement du Québec la gestion et la maîtrise des lots de grève et en eau profonde ci-après décrits;

ATTENDU QU'un tel transfert et son acceptation constituent une entente intergouvernementale aux termes de l'article 3.7 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., c. M-30);

ATTENDU QU'en vertu de l'article 3.8 de cette loi, les ententes intergouvernementales canadiennes doivent, pour être valides, être approuvées par le gouvernement et être signées par le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Environnement et de la Faune et du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes: